



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Location d'autocars avec chauffeur pour le transport
d'étudiants et des personnels (département de la
Drôme)**

N° du CCAP : 25FSA021

Université Grenoble Alpes
1180 Rue des Universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	7
7 - Avance	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
7.2 - Garanties financières de l'avance	7
8 - Modalités de règlement des comptes	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
9.1 - Modalités de commande	9
9.2 - Horaires, dates et lieux de mise à disposition des véhicules	10
9.3 - Modalités de suivi du marché	10
9.4 - Modification d'une commande par le pouvoir adjudicateur	10
9.5 - Annulation d'une commande par le pouvoir adjudicateur	10
9.6 - Incidents et accidents	11
9.7 - Problème rencontré avec un chauffeur	11
9.8 - Fermeture pédagogique	11
10 - Développement durable	11
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
13 - Pénalités	12
13.1 - Pénalités de retard	12
13.2 - Pénalités pour travail dissimulé	12
13.3 - Autres pénalités spécifiques	12
14 - Assurances	13
15 - Résiliation du contrat	13
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
16 - Règlement des litiges et langues	14
17 - Clauses complémentaires	14
17.1 - Redressement ou liquidation judiciaire	14

17.2 - Respect des clauses contractuelles.....	14
17.3 - Récusation du personnel du titulaire.....	14
18 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Location d'autocars avec chauffeur pour le transport d'étudiants et des personnels (département de la Drôme).

Contexte du marché

La location d'autocars avec chauffeur pour le transport d'étudiants et de personnels peut concerner la demi-journée, la journée ou bien plusieurs jours et/ou des séjours itinérants ; elle peut comprendre des prestations allers simples ou allers-retours.

Le départ des trajets peut concerner les différents sites du pouvoir adjudicateur. Il s'agit essentiellement de transport au sein de l'académie de Grenoble. Le cas échéant, certains déplacements peuvent aller au-delà, et notamment s'étendre à l'ensemble du territoire français voire aux pays frontaliers tels que la Suisse et l'Italie.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Département de la Drôme (principalement l'agglomération de Valence) pour ce qui concerne le lieu de départ.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :
L'allotissement rendrait financièrement plus coûteuse et plus complexe l'exécution des prestations pour les parties.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec un maximum annuel de 80 000 euros HT (320 000 euros HT sur 4 ans) est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
 - la date et le numéro du marché ;
 - la date et le numéro du bon de commande ;
 - la nature et la description des prestations à réaliser (y compris site sensible) ;
 - la mention éventuelle d'informations complémentaires à la réalisation de la prestation (correspondance, avions, etc.) ;
 - la mention éventuelle de personnes à mobilité réduite ;
 - le type et la catégorie de véhicule, le niveau de gamme choisi et éventuellement les équipements spécifiques demandés ;
 - la mention éventuelle d'une remorque ;
 - le forfait de base correspondant à la prestation et la tarification supplémentaire le cas échéant ;
 - les délais d'exécution de la prestation (dates et heures de début et de fin de la prestation) ;
- Le lieu de depart et le lieu de destination;
- le montant du bon de commande ;

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 6 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les réponses aux questions posées par les candidats
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- L'offre technique portant sur :
 - Les modalités de modification et d'annulation d'une commande par le pouvoir adjudicateur ;
 - La communication de la gestion des perturbations de tous ordres, pouvant survenir avant la prestation ou de dernières minutes (panne, incident, retard, tout imprévu...) et procédure dédiée
 - La pertinence de la proposition sur l'accès aux personnes à mobilité réduite (PMR)
 - La performance de l'offre en matière sociale
 - La performance de l'offre en matière environnementale

- Les bons de commandes (pouvant notamment mentionner des contraintes supplémentaires)

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 17 juillet 2025 ou à compter de la date de notification du contrat si celle-ci est postérieure à cette date.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

En tout état de cause, la nature même des prestations exige que les transports soient rigoureusement effectués dans les conditions de date et délais demandés. De ce fait, dans le cas où le retard dans l'exécution de la prestation mettrait en péril la sortie prévue, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire appel aux services d'un autre transporteur, sans indemnisation pour le titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix renseignés dans le Bordereau des prix unitaires sont notamment réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires notamment les repas et l'hébergement du chauffeur, le parking, les péages, les frais de déplacement du lieu de garage au lieu de prise en charge, le carburant, etc.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 04/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (001763666 (n) / 001763666 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 001763666 « Indice des prix à la consommation - Services de transport ».

Modalités de transmission des révisions : Le titulaire devra transmettre ses prix révisés au format excel à la direction des achats de l'UGA via l'adresse mail suivante :

service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr

Cette transmission doit intervenir au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

9.1 - Modalités de commande

Le titulaire s'engage à respecter les délais de commandes « classique » : dès l'expression du besoin par le pouvoir adjudicateur, et en cas de demande par celui-ci, le titulaire dispose de 48h00 pour faire parvenir un devis.

Pour la commande « classique », les délais d'envoi d'un bon de commande par le Pouvoir adjudicateur sont au minimum les suivants :

- pour un voyage d'une demi-journée ou d'une journée, le bon de commande devra être envoyé 5 jours ouvrés à l'avance.
- pour un voyage de plus d'une journée (une nuit passée sur la route), le bon de commande devra être envoyé 10 jours ouvrés à l'avance.

A compter de la réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 48h00, pour indiquer au pouvoir adjudicateur, les véhicules qui seront mis à sa disposition notamment au vu de la typologie de voyageurs, du parcours, et des contraintes liées à celui-ci (routes de montagne, etc.).

A titre exceptionnel, le Pouvoir adjudicateur prendra contact avec le titulaire pour une commande « urgente » afin de déterminer ensemble la faisabilité du transport aux prix du marché.

9.2 - Horaires, dates et lieux de mise à disposition des véhicules

Les prestations devront être effectuées dans les conditions de délais, d'horaires et de lieux indiquées dans chaque bon de commande.

Les cars doivent être mis à disposition éventuellement avant 6h00 et après 21h00.

En tout état de cause, la nature même des prestations exige que les transports soient rigoureusement effectués dans les conditions de date et délais demandés.

Le titulaire s'engage à assurer les demandes de transports quelle que soit la période de l'année. Les services doivent pouvoir être assurés tous les jours, samedi, dimanche et jours fériés inclus (pour les séjours itinérants).

9.3 - Modalités de suivi du marché

Afin de faciliter l'exécution des prestations et assurer un suivi de qualité du marché, le titulaire désignera dans son entreprise un référent commercial, contact du Pouvoir adjudicateur ainsi qu'un référent dédié au traitement des commandes. En cas d'absence de ce dernier, un suppléant est désigné afin d'assurer la continuité du service de commande.

Au moment de la mise en place du marché, le titulaire communique au Pouvoir adjudicateur les noms et coordonnées du référent commercial dédié ainsi que ceux du référent « Facturation ».

En cas de modifications de ces données en cours de marché, le titulaire transmettra les changements intervenus au Pouvoir adjudicateur par écrit (ces éléments sont à transmettre au service de la Commande publique de l'Université Grenoble Alpes).

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une réunion annuelle de bilan (en cours d'exécution du marché) sans surcoût.

9.4 - Modification d'une commande par le pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier la commande jusqu'à 72h00, avant le départ prévu, par courriel avec accusé de réception.

La modification de devis n'engendre pas de surcoût de facturation.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités décrites dans son mémoire justificatif dans le cas de modification d'une commande par le pouvoir adjudicateur et le montant de l'indemnité prévue à son profit, en pourcentage du bon de commande (BDC) initial.

En deçà de 72h00 avant la prestation, en cas de modification d'une commande par le pouvoir adjudicateur, les éléments portés dans l'offre technique du titulaire (conditions de modification et montant de l'indemnité) s'appliquent.

9.5 - Annulation d'une commande par le pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur informe le transporteur de toute annulation d'un transport initialement commandé par courriel (dans ce cas, le titulaire accuse réception de ce courriel par retour de courriel), sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité s'il est prévenu 24h00 à l'avance en cas d'annulation.

En deçà de 24h00, selon le cas, avant la prestation, en cas d'annulation d'une commande par le pouvoir adjudicateur, les éléments portés dans l'offre technique du titulaire (conditions d'annulation et montant de l'indemnité) s'appliquent.

9.6 -Incidents et accidents

En cas d'incident (ou de panne), le titulaire est tenu d'agir conformément aux modalités décrites dans son mémoire justificatif et transmet, dans un délai de 48 heures suivant les faits, une fiche « incident » relatant les circonstances, la façon dont l'incident a été traité, les enseignements à en tirer.

En cas d'accident, le transporteur doit avertir par tous moyens le pouvoir adjudicateur. Une fiche « contact » est transmise au titulaire, notamment avec les contacts d'urgence à prévenir en toutes circonstances. Une fiche « accident » est transmise au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures.

Dans tous les cas, le titulaire met tout en oeuvre pour assurer la fin du déplacement dans les meilleurs délais, notamment au moyen d'un car de substitution, et ce conformément aux éventuels dispositifs réglementaires applicables en la matière.

9.7 -Problème rencontré avec un chauffeur

En cas de problèmes antérieurs constatés avec un chauffeur et consignés par le Pouvoir adjudicateur dans un rapport transmis au titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le chauffeur prévu et peut exiger qu'un autre chauffeur soit mis à disposition.

Dans le cas où deux rapports seraient rédigés à l'encontre du même chauffeur, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin au marché avec le titulaire.

9.8 -Fermeture pédagogique

L'année universitaire est constituée de fermetures pédagogiques pouvant entraîner une diminution du volume annuel des commandes. Les fermetures pédagogiques ont lieu selon le calendrier suivant :

- Fermeture pendant 1 semaine pour les vacances d'automne (fin octobre début novembre)
- Fermeture pendant 2 semaines pour les vacances de fin d'année (fin décembre début janvier)
- Fermeture pendant 1 semaine pour les vacances d'hiver (février-mars)
- Fermeture pendant 1 semaine pour les vacances de printemps (avril-mai)
- Fermeture pendant 4 semaines pour les vacances d'été (juillet-août)

10 - Développement durable

L'offre technique formulée par le titulaire en réponse aux critères sociaux et environnementaux de jugement des offres constitue des conditions d'exécution sociales et environnementales qui l'engagent.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de l'exécution du service (examen sommaire) conformément à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérifications consistent en un examen circonstancié à la conformité des prestations à la demande établie (date, horaire) et au respect des clauses des documents du marché. En aucun cas l'examen ne porte sur les aspects réglementaires et de sécurité dont la responsabilité incombe au titulaire.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer des réfections applicables de plein droit sans mise en demeure, notamment en cas de retard constaté du véhicule au point de ramassage prévu dans le bon de commande. Le transporteur subira alors une réfaction forfaitaire de :

- 50,00 € pour un retard de 15 minutes à 1h00
- 100,00 € pour un retard supérieur à 1h00

Il peut être mis à la charge du titulaire l'indemnisation de tout ou partie des frais connexes engagés par le Pouvoir adjudicateur (exemple : billets d'avion, hébergement...). Le titulaire disposera de l'information relative aux frais engagés lors de l'établissement du bon de commande, lui permettant de prendre les dispositions nécessaires à la bonne réalisation de la prestation.

En cas de mauvaise exécution constatée par le Pouvoir Adjudicateur, un compte rendu est transmis au titulaire par courriel ou Lettre Recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours suivant la constatation.

En revanche, lorsque le retard est la conséquence directe d'une décision du Pouvoir Adjudicateur ou d'un cas de force majeure reconnue par le Pouvoir Adjudicateur (intempéries exceptionnelles, grève surprise exclusivement), aucune réfaction ne sera appliquée.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur applique les pénalités dans les conditions suivantes :

En cas de retard entraînant l'annulation de la sortie (sauf cas du site sensible) : le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure, une pénalité de 500,00€.

En cas de non communication ou de retard/transmission des documents spécifiques au site sensible entraînant l'annulation de la sortie : le Pouvoir adjudicateur appliquera, sans mise en demeure, une pénalité de 500,00€.

En cas de non communication de la fiche « accident ou incident » dans le délai de 48h00, le Pouvoir adjudicateur appliquera, avec mise en demeure une pénalité 50,00€ , puis 50,00€ par semaine de retard supplémentaire (semaine entièrement écoulée).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas de mise à disposition d'un véhicule inadapté : le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure, une pénalité de 500,00€.

En cas de non-respect de l'obligation de propreté du véhicule : le Pouvoir adjudicateur appliquera après deux avertissements par tout moyen (courriel, etc.), une pénalité de 50,00€.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, en particulier suite à des retards répétés et non justifiés sur l'exécution de la prestation et d'anomalies répétées entraînant le recours à d'autres prestataires

En outre, l'Université Grenoble Alpes pourra résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec avis de réception) précédée d'une mise en demeure, si les prestations réelles s'avéraient différentes des prestations portées sur le bon de commande ou si les exigences techniques et réglementaires du marché n'étaient pas respectées.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire :

- Au cas où le titulaire n'est pas en mesure d'assurer ou de faire assurer un des trajets pour lequel une prestation a été commandée
- En cas de retard mettant en cause la réalisation de la sortie prévue (supérieur à 1h00)
- En cas de non-respect des clauses techniques du CCTP et des dispositions réglementaires, notamment sur les aspects de sécurité et d'entretien des véhicules

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Clauses complémentaires

17.1- Redressement ou liquidation judiciaire

En application de l'article 6.2 du CCAG-FCS, le titulaire veille à se mettre en conformité avec les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée

17.2 - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du Pouvoir Adjudicateur

17.3 - Récusation du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du Pouvoir Adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de faute de service, le Pouvoir Adjudicateur peut exiger le départ immédiat de l'agent concerné.

Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

18 - Dérogations

- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services